

Agen, le 13 octobre 2022

Assises des Départements de France

Discours d'ouverture de François Sauvadet, Président de Départements de France

(Seul le prononcé fait foi)

Madame la Ministre,

Monsieur le Président du Conseil économique social et environnemental, cher Thierry Beaudet, qui allez présider le 1^{er} prix de l'innovation à l'initiative de Claude Riboulet, Président de l'Allier,

Madame la représentante de la Région, Chère Delphine Eychenne,

Mesdames et Messieurs les élus d'Agen,

Mes chers collègues Présidentes et Présidents de Départements, Mesdames Messieurs les conseillères et conseillers départementaux, et parmi vous je voudrais saluer particulièrement nos collègues d'Outre-Mer,

Chère Sophie BORDERIE, Présidente de ce beau Département de Lot-et-Garonne, je voudrais vraiment te remercier de ton implication, pour l'organisation de ces Assises et de celle de tes équipes.

Vous avez travaillé d'arrache-pied, avec les équipes de Départements de France, pour nous accueillir tous.

Ton Département est attractif, puisque nous accueillerons plus de 2000 personnes dans ce parc des expositions.

Et je voudrais avoir une pensée pour le maire d'Agen, Jean DIONIS DU SÉJOUR, qui n'a pu être présent à nos côtés. Je l'ai eu longuement au téléphone, et je sais combien il aurait aimé être là.

Comme nous l'avions fait dans l'Ain, cher Jean, j'ai souhaité que ces Assises des Départements de France soient ouvertes à tous les conseillers départementaux et très largement à nos partenaires.

Parce que chacun d'entre vous, dans chaque canton de France, participe à notre action collective, avec nos agents.

Chacun d'entre vous réalise chaque jour, un travail de terrain au service de nos compatriotes, et notamment des plus fragiles.

Alors oui, ces Assises interviennent dans un contexte particulier, un contexte lourd et anxiogène pour nos compatriotes et pour nos collectivités confrontées à une inflation sans précédent, depuis des décennies.

Nous connaissons un cycle ininterrompu de crises depuis 4 ans, les Gilets Jaunes, et puis cette pandémie, avec des confinements inédits, et leurs conséquences psychiques, sociales, économiques et depuis 9 mois, la guerre à nos portes en Ukraine : des images insoutenables de frappes qui s'accélèrent, et qui touchent des civils.

L'Europe est directement impactée, comme la France et les conséquences sociales sont lourdes pour la vie des Français : coût de l'énergie qui a explosé, l'alimentation, sur fond d'inflation.

Et nous, Départements de France qui sommes en 1^{ère} ligne des solidarités humaines, on voit bien la montée des précarités, on la vit de près !

Et cette crise frappe encore plus durement le monde rural et les territoires périphériques, qui ont besoin de leur voiture, au quotidien. Et nos Départements eux-mêmes, sont en situation de fragilité.

Alors dans un tel contexte, quand tant de personnes souffrent, cela nous impose de nous inscrire dans une démarche de responsabilité et de dialogue avec le Gouvernement.

C'est notre devoir et c'est une exigence pour nous qui sommes en charges des solidarités humaines et territoriales. Nous devons tous unir nos forces pour aider les plus fragiles à passer cette crise.

Il appartient bien sûr à l'ensemble de la communauté internationale, de peser sur le coût de l'énergie et d'agir pour éviter ce renchérissement spéculatif, qui crée des drames économiques et sociaux !

Mais il appartient aussi au Gouvernement, je le lui dirai, d'être solidaire des Départements, parce que certains d'entre eux ne peuvent plus faire face à l'explosion des dépenses.

Oui, le Gouvernement doit avoir conscience que nous avons l'expérience et les compétences, pour apporter des solutions individualisées à chaque situation, au plus près des familles.

J'ai une conviction profonde : pour bien gouverner la France, il faut voir loin sans doute, mais pour bien gouverner, il faut aussi la regarder de près !

Nous sommes, nous les Départements, en capacité d'apporter cette réponse de proximité aux côtés de l'État, avec nos 340 000 agents, qui sont sur le terrain, qui connaissent les familles, et avec nos élus territoriaux, mais aussi avec les maires.

Je le redirai demain à la Première ministre : quand j'ai entendu répéter par Bercy, que les Départements aujourd'hui se porteraient bien... Non, les Départements ne se portent pas bien :

Depuis plusieurs mois, on assiste à une explosion de la dépense.

Nous avons eu l'augmentation du RSA, le Ségur, l'aide à domicile, et des dépenses pour les coûts des matériaux, de l'alimentation, des matières premières, de l'énergie qui sont en train d'exploser !

J'ai fait chiffrer le coût total en France des charges nouvelles pour nos Départements : cela représente 2 milliards et demi !

Chez moi, dans mon département de Côte-d'Or, tout ça mis bout à bout, c'est 30 millions de dépenses supplémentaires...

La réalité c'est quoi ? C'est que nous n'avons plus de marge.

Et je ne parle pas là des conséquences du changement climatique, et le nécessaire renforcement des SDIS.

Cher André Accary, cher Jean-Luc Gleyze, nous l'avons vu cet été avec les incendies : notre système de sécurité civile a frôlé la rupture et nécessitera des moyens, la solidarité a joué à plein (nous avons même eu 20 pompiers de l'Océan Indien qui sont venus aider leurs collègues de métropole). On aura l'occasion d'en reparler aujourd'hui cher André, cher Jean-Luc.

Visiblement aujourd'hui, on constate à un vrai changement de méthode de la part du Gouvernement.

Le dialogue est plus nourri, et je crois qu'il y a une prise de conscience par l'État, qui ne pourra répondre seul à l'ampleur de cette crise et que finalement, l'État a besoin des Départements.

Dans cet esprit, nous avons invité les ministres (contrairement à l'an dernier) à participer à toutes nos tables rondes pour ces Assises, précisément pour qu'on puisse avoir un regard croisé sur les défis devant lesquels nous sommes placés.

Il y a un sujet de court terme, c'est le Projet de loi de Finances, dont l'examen est engagé, dans les circonstances que l'on sait : une majorité relative à l'Assemblée et un climat de tensions.

On aura l'occasion, Jean-Léonce Dupont, Christian Poiret, Jean-Luc Gleyze, Nicolas Fricoteaux, d'en reparler.

Au-delà du PLF, nous avons besoin de stabilité et de visibilité sur nos moyens d'agir, car chacun le sait, nos ressources, nos droits de mutation vont baisser inévitablement !

Et cela menace directement notre capacité à investir. Je le rappelle, nous sommes le 1^{er} investisseur, dans les communes.

Ce que je viens de vous dire, je l'ai dit au Gouvernement, il le sait.

Des engagements importants ont été pris. J'attends, demain, qu'ils nous soient confirmés par la Première ministre.

Chers amis, je tiens à vous remercier vivement de votre présence, et remercier surtout nos intervenants et nos collègues qui ont préparé les échanges que nous allons avoir lors de ces tables rondes, sur des sujets majeurs.

Je souhaite que ces débats soient vivants, soient prospectifs.

Et je remercie aussi tous les partenaires locaux et nationaux qui participent à ces Assises, en particulier les acteurs de Lot-et Garonne, qui se sont particulièrement mobilisés pour cette édition. Vous incarnez la vitalité et l'attractivités de nos territoires.

Pour terminer, je voudrais vous dire une chose :

Notre pays a déjà traversé des épreuves, et je le dis avec conviction :

Nous ne sommes pas un problème, contrairement à ce que certains esprits centralisateurs voudraient laisser croire...

Nous sommes, Départements de France, LA SOLUTION pour agir mieux, pour agir plus près, plus vite, plus fort.

Alors oui, c'est le grand retour des Départements, parce que la France en a besoin.

Je vous remercie.